

09/03/06

A 3083

OS B 3221

INPI

2M.R.T.

Société par actions simplifiée  
au capital de 37 000 euros

Siège social : 1, impasse Messian 31140 SAINT ALBAN

RCS TOULOUSE 485 085 229

**PROCES VERBAL DE DELIBERATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DES  
ASSOCIES EN DATE DU 28 FEVRIER 2006**

L'an deux mille six

Et le 28 février

A 11 heures

Les associés de la société 2M.R.T, SAS au capital de 37 000 €, dont le siège social est à SAINT ALBAN (31140), 1 impasse Messian, RCS TOULOUSE 485 085 229, se sont réunis au siège de la SCP BRUNO ALMUZARA DELMAS, 14 rue Bayard à TOULOUSE (31), sur convocation du Président

L'assemblée est Présidée par Monsieur Michel ROUGET, en sa qualité de Président de la société.

Le Président constate que sont présents à la réunion :

Monsieur Michel ROUGET, propriétaire de 90% des actions

Madame Martine MIONI, épouse ROUGET, propriétaire de 5% des actions

Monsieur Julien MIONI, représenté par Madame Martine MIONI, propriétaire de 5% des actions.

Le Président constate que tous les associés sont présents ou représentés.

En conséquence, l'assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer à la majorité requise sur les résolutions inscrites à l'ordre du jour.

Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition des actionnaires :

- le pouvoir de l'associé représenté ;
- le rapport du Président ;
- le texte des résolutions proposées à l'assemblée ;
- le projet de statuts mis à jour.

Puis le Président déclare que le rapport du Président, le texte des résolutions proposées, ainsi que tous les autres documents et renseignements prévus par la loi et les statuts ont été tenus à la disposition des associés, au siège social, à compter de la convocation de l'assemblée.

L'assemblée lui donne acte de cette déclaration.

MR  
MR

Le Président rappelle ensuite que l'assemblée est appelée à statuer sur l'ordre du jour suivant :

- acquisition du fonds de commerce sis à TOURNEFEUILLE (31), 79 et 81 rue Gaston Doumergue ; prêt ; garanties
- libération du capital social
- modification des articles 6 et 7 des statuts
- transfert du siège social et modification corrélative de l'article 3 des statuts
- pouvoirs.

Le Président donne lecture de son rapport.

Cette lecture terminée, le Président ouvre la discussion.

1- Le Président rappelle qu'aux termes de l'article 32 des statuts, tous pouvoirs lui ont été donnés à l'effet de prendre les engagements suivants au nom et pour le compte de la Société :

- acquisition d'un fonds de commerce de vente de fruits et légumes, produits frais, crèmerie, fromages à la coupe, pain, viennoiseries, surgelés et cave, exploité à TOURNEFEUILLE (Haute-Garonne) 79 et 81, rue Gaston Doumergue, aux conditions qu'il jugera convenables.
- souscription de tout emprunt nécessaire à l'acquisition dudit fonds de commerce, constitution de toutes garanties, et plus généralement toute mesure nécessaire à l'exécution du mandat donné

La société envisage en conséquence d'acquérir le fonds de commerce exploité à TOURNEFEUILLE (Haute-Garonne) 79 et 81, rue Gaston Doumergue moyennant le prix de 770 000 € et de financer cette acquisition aux moyens de deux prêts dont les conditions sont les suivantes :

Organisme prêteur : CREDIT AGRICOLE

PRET N° T02LRK012PR

Nature du prêt MTA TX FIXE ENT

Montant	184 000,00 EUR
Durée	84 mois
Périodicité	Mensuelle
Versement constant au taux annuel de	3,200 % pendant 84 mois

COUT DU CREDIT:

Intérêts au taux proportionnel de 3,200% l'an	21 546,28 EUR
Frais d'enregistrement de garantie	75,00 EUR
Coût total du crédit	21 671,28 EUR
Taux effectif global	3,2001% l'an

MONTANT DES ECHEANCES HORS ADI ET FRAIS DIVERS (FRG...):

Versement constant	2 447,87 EUR pendant 84 échéances
Dont les intérêts payables à terme échu selon périodicité susmentionnées	

GARANTIES:

NANTISSEMENT PRODUITS ASSURANCES CAM  
SUBROGATION DU PRIVILEGE DE VENDEUR DE FONDS DE COMMERCE  
NANTISSEMENT FONDS DE COMMERCE  
CAUTION SOLIDAIRE TOTALE

ma  
mr

PRET N° T02LRK022PR

Nature du prêt MTA PBE PREFERENTIEL ENT TX VAR 663

Montant	616 000,00 EUR
Durée	84 mois
Périodicité	Mensuelle
Assurances au taux annuel de	0,523%
Versement constant au taux annuel initial de	2,500% pendant 84 mois

COUT DU CREDIT:

Intérêts au taux proportionnel de 2,500 % l'an	56 062,23 EUR
Assurances	11 742,15 EUR
Frais d'enregistrement de garantie	75,00 EUR
Coût total du crédit	56 187,23 EUR
Taux effectif global	2,5012 % l'an

MONTANT DES ECHEANCES HORS ADI ET FRAIS DIVERS (FRG...):

Versement constant	8 001,32 EUR pendant 84 échéances
Dont les intérêts payables à terme échu selon périodicité susmentionnée	

CONDITIONS FINANCIERES PROPRES AU TAUX VARIABLE OU TAUX REVISABLE:

Nature du taux	Variable
Le taux du prêt est indexé sur la valeur du	CODEVI POUR PBE CR31
Valeur de l'index à ce jour	2,000 %

GARANTIES:

NANTISSEMENT PRODUITS ASSURANCES CAM  
SUBROGATION DU PRIVILEGE DE VENDEUR DE FONDS DE COMMERCE  
NANTISSEMENT FONDS DE COMMERCE  
CAUTION SOLIDAIRE TOTALE

2- Le Président rappelle que, lors de la constitution de la Société, le capital social de 37 000€ n'a été libéré que de la moitié (soit à hauteur de 18500€) et que le solde, soit 18 500€, doit être libéré dans un délai de cinq ans à compter de l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés.

Il précise que chaque actionnaire a effectué le versement correspondant au solde de sa souscription le 24 Février 2006, ainsi qu'il résulte de l'attestation de dépôt délivrée par le CREDIT AGRICOLE, dont copie ci-annexée.

Il convient en conséquence de constater la libération intégrale du capital social et de modifier les articles 6 et 7 des statuts.

3- Le Président expose en outre que la société envisage de transférer le siège social de la société à TOURNEFEUILLE (31), 79 rue Gaston Doumergue.

Personne ne demandant la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes inscrites à l'ordre du jour :

MR  
MR

## **PREMIERE RESOLUTION**

L'assemblée générale décide d'acquérir le fonds de commerce de vente de fruits et légumes, produits frais, crèmerie, fromages à la coupe, pain, viennoiseries, surgelés et cave, exploité à TOURNEFEUILLE (Haute-Garonne) 79 et 81, rue Gaston Doumergue moyennant le prix de 770 000€, et de contracter deux contrats de prêt d'un montant global de 800 000€ et de consentir à l'organisme prêteur les garanties suivantes :

- privilège de nantissement de fonds de commerce
- subrogation du privilège du vendeur.

L'assemblée générale confère tous pouvoirs à Monsieur Michel ROUGET, Président, à l'effet de signer au nom et pour le compte de la société tout acte d'acquisition dudit fonds de commerce, tout contrat de prêt nécessaire au financement de cette acquisition, ainsi que toute constitution de garanties, aux conditions déjà convenues ou qu'il jugera convenables.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité

## **DEUXIEME RESOLUTION**

L'assemblée générale constate que chaque actionnaire a effectué le versement correspondant au solde de sa souscription le 24 Février 2006, ainsi qu'il résulte de l'attestation de dépôt délivrée par le CREDIT AGRICOLE, dont copie ci-annexée savoir :

Monsieur Michel ROUGET a versé la somme de 16 650 €

Madame Martine MIONI, épouse ROUGET, a versé la somme de 925 €

Monsieur Julien MIONI, a versé la somme de 925 €

et conséquence que le capital de la société est intégralement libéré.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

## **TROISIEME RESOLUTION**

L'assemblée générale décide de modifier la valeur nominale d'actions pour la fixer à 50 € et corrélativement de porter le nombre d'actions à 740.

Le capital social demeure en conséquence fixé à 37 000 €, divisé en 740 actions de 50€ chacune.

L'assemblée générale, en conséquence de la résolution qui précède et de la modification ci-dessus, décide de modifier les articles 6 et 7 des statuts comme suit :

*MR*  
*MR*

**ARTICLE 6 - Apports**

Il a été apporté à la Société par :

- Monsieur Michel ROUGET, une somme en numéraire de TRENTE TROIS MILLE TROIS CENT EUROS, ci.....33 300€.

- Madame Martine MIONI, une somme en numéraire de MILLE HUIT CENT CINQUANTE EUROS, ci.....1 850 €

- Monsieur Julien MIONI, une somme en numéraire de MILLE HUIT CENT CINQUANTE EUROS, ci.....1 850 €

Soit au total la somme de TRENTE SEPT MILLE EUROS, ci.....37 000 €

Ladite somme correspondant à SEPT CENT QUARANTE (740) actions de CINQUANTE EUROS (50€) de valeur nominale, souscrites en totalité et libérées chacune comme suit :

- de la moitié lors de la constitution de la société, ainsi que l'atteste le certificat du dépositaire établi par le CREDIT AGRICOLE, agence CASTELGINEST ; la somme de 18 500 € ayant été déposée préalablement à la signature des statuts pour le compte de la Société en formation.

- de l'autre moitié, le 24 février 2006, ainsi que l'atteste le certificat établi par le CREDIT AGRICOLE, agence CASTELGINEST le 24 février 2006.

**ARTICLE 7 - Capital social**

\* TRENTE SEPT MILLE EUROS (37 000 €) divisée en

Le capital social est fixé à la somme de SEPT CENT QUARANTE (740) actions de CINQUANTE EUROS (50€) de valeur nominale, entièrement libérées, de même catégorie.

**Cette résolution est adoptée à l'unanimité.**

**QUATRIEME RESOLUTION**

L'assemblée générale décide de transférer le siège de la société à TOURNEFEUILLE (31), 79 rue Gaston Doumergue à compter de ce jour et modifier en conséquence l'article 3 des statuts :

**ARTICLE 3 - Siège social**

Le siège social est fixé : **79 rue Gaston Doumergue – 31170 TOURNEFEUILLE**

Il peut être transféré dans le même département par décision du Président qui est habilité à modifier les statuts en conséquence.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

\* *me*  
*mr*

## CINQUIEME RESOLUTION

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal, en vue de l'accomplissement de toutes formalités.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le Président déclare la séance levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par les associés présents.

Monsieur Michel ROUGET



Madame Martine MIONI épouse ROUGET  
Agissant en son nom personnel  
Et en qualité de représentant de M. Julien MIONI





**TOULOUSE  
ET MIDI-TOULOUSAIN**

**ATTESTATION DE DEPOT  
POUR constitution de capital social**  
(Article 77 - Loi du 24 juillet 1965 - Article 62 - Décret du 23 mars 1967)

Nous soussignés, **CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL DE TOULOUSE ET DU MIDI-TOULOUSAIN, AGENCE DE CASTELGINEST**, attestons :

qu'il a été déposé le 24/02/2006, conformément à la réglementation en vigueur,

- par Mr ROUGET Michel, fondateur,
- au compte spécial bloqué numéro : 20000732367,
- ouvert au nom de **Mr ROUGET MICHEL**,
- dénommée : **SAS 2 M.R.T.**
- au capital de 37 000 EUROS
- dont le siège social sera établi à : 1 IMP Messlan 31140 SAINT ALBAN

La somme de : **18500 EUROS**,

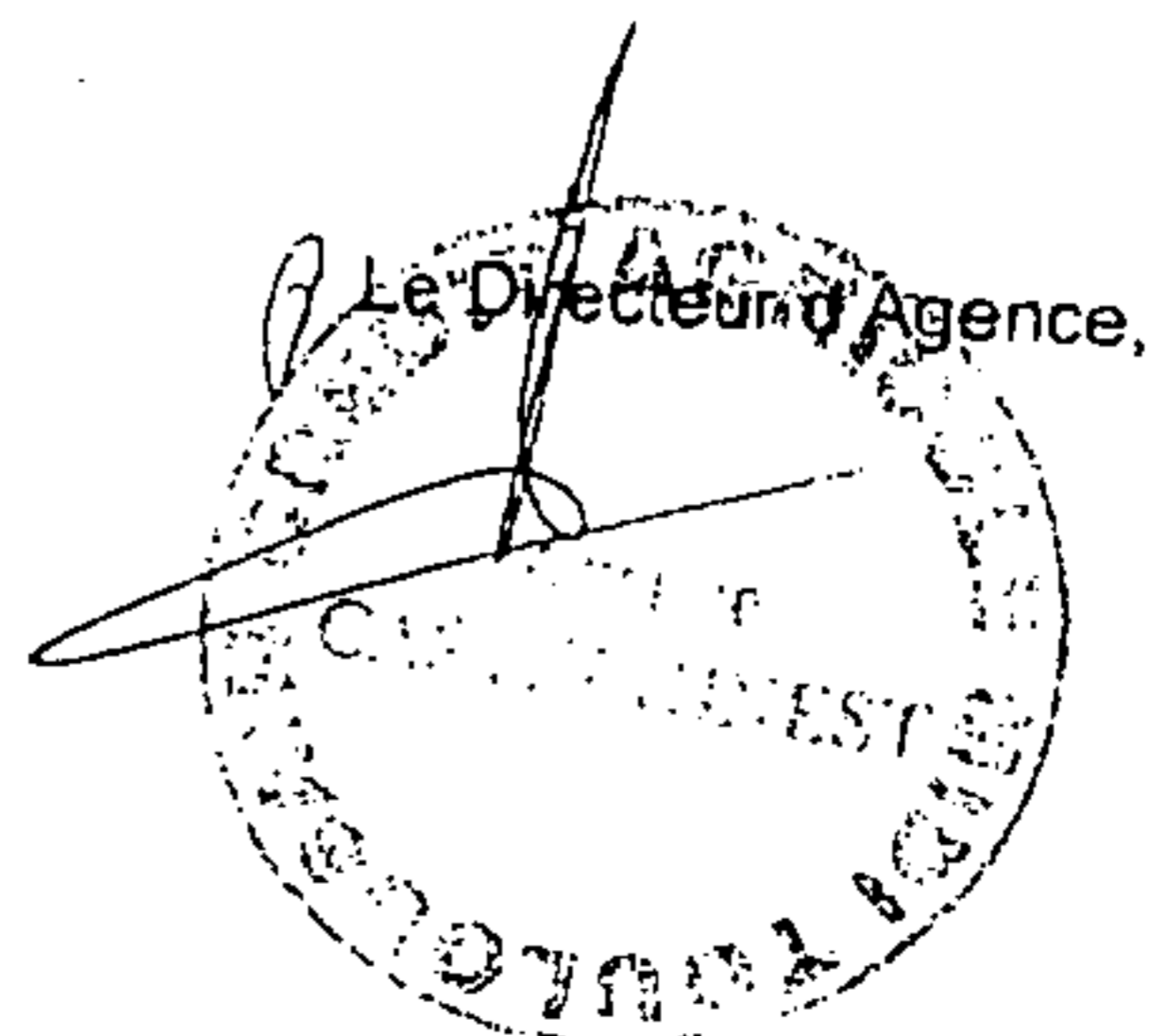
représentant la partie libérée soit **50 % DU CAPITAL SOCIAL**.

**Information**

La CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL DE TOULOUSE et DU MIDI-TOULOUSAIN agit ainsi à titre de simple dépositaire, et décline toute responsabilité quant à l'origine des fonds déposés et leur utilisation après déblocage.

Fait à Castelginest, le 24/02/2006

(en deux originaux)



MR  
MR



**TOULOUSE  
ET MIDI-TOULOUSAIN**

Liste des souscripteurs au capital social de la société :

**SAS 2M.R.T.**

Nom-Prénom des souscripteurs	Domicile des souscripteurs	Montant de la souscription
ROUGET MICHEL	1 imp messian 31140 SAINT ALBAN	16650 EUROS
MIONI MARTINE <i>épouse</i> ROUGET	1 imp Messian 31140 SAINT ALBAN	925 EUROS
MIONI JULIEN	1 Allée des Forsythias appt 579 33000 PESSAC	925 EUROS

*M.R.  
M.C.*

**2M.R.T.**  
**Société par actions simplifiée**  
**au capital de 37 000 euros**  
**Siège social : 79 Rue Gaston Doumergue – 31170 TOURNEFEUILLE**  
**RCS TOULOUSE 485 085 229**

**STATUTS MIS A JOUR POUR L'UTILITE DU REGISTRE DU COMMERCE**

**ASSEMBLEE GENERALE EN DATE DU 28 FEVRIER 2006**

**MODIFICATION DES ARTICLES 3, 6 ET 7**

*certifié conforme*

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'R. Lamy', written over a horizontal line.

## **TITRE I - FORME - DENOMINATION - SIEGE - OBJET - DUREE**

### **ARTICLE 1 - Forme**

La Société est une Société par actions simplifiée régie par les dispositions légales applicables et par les présents statuts.

Elle fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

Elle ne peut faire appel public à l'épargne sous sa forme actuelle de Société par actions simplifiée.

Elle peut émettre toutes valeurs mobilières définies à l'article L 211-2 du Code monétaire et financier, donnant accès au capital ou à l'attribution de titres de créances, dans les conditions prévues par la loi et les présents statuts.

### **ARTICLE 2 - Dénomination sociale**

La dénomination sociale est : **2M.R.T.**

Sur tous les actes et documents émanant de la Société, la dénomination sociale doit être précédée ou suivie immédiatement des mots «Société par actions simplifiée» ou des initiales «S.A.S.» et de l'énonciation du capital social.

### **ARTICLE 3 - Siège social**

Le siège social est fixé : **79 rue Gaston Doumergue – 31170 TOURNEFEUILLE**

Il peut être transféré dans le même département par décision du Président qui est habilité à modifier les statuts en conséquence.

### **ARTICLE 4 - Objet**

La Société a pour objet directement ou indirectement, tant en France qu'à l'étranger :

La vente de fruits et légumes, produits frais, crèmerie, fromages à la coupe, pain, viennoiseries, surgelés et cave et plus généralement la vente de tous produits alimentaires et tous produits domestiques non alimentaires de type supermarché.

Toutes opérations industrielles et commerciales se rapportant à :

– la création, l'acquisition, la location, la prise en location-gérance de tous fonds de commerce, la prise à bail, l'installation, l'exploitation de tous établissements, fonds de commerce, usines, ateliers, se rapportant à l'une ou l'autre des activités spécifiées ci-dessus ;

– la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés, brevets et droits de propriété intellectuelle concernant lesdites activités ;

– la participation, directe ou indirecte, de la Société dans toutes opérations financières, immobilières ou mobilières ou entreprises commerciales ou industrielles pouvant se rattacher à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe ;

– toutes opérations quelconques contribuant à la réalisation de cet objet.

#### ARTICLE 5 - Durée

La Société, sauf prorogation ou dissolution anticipée, a une durée de CINQUANTE (50) ans qui commencera à courir à compter du jour de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

Les décisions de prorogation de la durée de la Société ou de dissolution anticipée sont prises par décision collective des associés.

### **TITRE II - APPORTS - CAPITAL SOCIAL - FORME DES ACTIONS - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS**

#### ARTICLE 6 - Apports

Il a été apporté à la Société par :

- Monsieur Michel ROUGET, une somme en numéraire de TRENTE TROIS MILLE TROIS CENT EUROS, ci.....33 300€.

- Madame Martine MIONI, une somme en numéraire de MILLE HUIT CENT CINQUANTE EUROS, ci.....1 850 €

- Monsieur Julien MIONI, une somme en numéraire de MILLE HUIT CENT CINQUANTE EUROS, ci.....1 850 €

Soit au total la somme de TRENTE SEPT MILLE EUROS, ci.....37 000 €

Ladite somme correspondant à SEPT CENT QUARANTE (740) actions de CINQUANTE EUROS (50€) de valeur nominale, souscrites en totalité et libérées chacune comme suit :

- de la moitié lors de la constitution de la société, ainsi que l'atteste le certificat du dépositaire établi par le CREDIT AGRICOLE, agence CASTELGINEST ; la somme de 18 500 € ayant été déposée préalablement à la signature des statuts pour le compte de la Société en formation.

- de l'autre moitié, le 24 février 2006, ainsi que l'atteste le certificat établi par le CREDIT AGRICOLE, agence CASTELGINEST le 24 février 2006.

#### ARTICLE 7 - Capital social

Le capital social est fixé à la somme de TRENTE SEPT MILLE EUROS (37 000 €) divisée en SEPT CENT QUARANTE (740) actions de CINQUANTE EUROS (50€) de valeur nominale, entièrement libérées, de même catégorie.

#### ARTICLE 8 - Modifications du capital social

1° Le capital ne peut être augmenté ou réduit que par une décision collective des associés statuant sur le rapport du Président.

Le capital social peut être augmenté soit par émission d'actions ordinaires ou de préférence, soit par majoration du montant nominal des titres de capital existants.

Il peut également être augmenté par l'exercice des droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital, dans les conditions prévues par la loi.

Les titres de capital nouveaux sont émis soit à leur montant nominal, soit à ce montant majoré d'une prime d'émission.

Ils sont libérés soit par apport en numéraire y compris par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la société, soit par apport en nature, soit par incorporation de réserves, bénéfiques ou primes d'émission, soit en conséquence d'une fusion ou d'une scission.

Ils peuvent aussi être libérés consécutivement à l'exercice d'un droit attaché à des valeurs mobilières donnant accès au capital comprenant, le cas échéant, le versement des sommes correspondantes.

2° Les associés peuvent déléguer au Président les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser ou de décider, dans les conditions et délais prévus par la loi, l'augmentation ou la réduction du capital.

3° En cas d'augmentation du capital en numéraire ou d'émission de valeurs mobilières donnant accès au capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créances, les associés ont, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des nouveaux titres émis. Toutefois, les associés peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel de souscription et la décision d'augmentation du capital peut supprimer ce droit préférentiel dans les conditions prévues par la loi.

4° Les actions nouvelles de numéraire doivent obligatoirement être libérées lors de la souscription de la quotité du nominal (ou du pair) prévue par la loi et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

#### ARTICLE 9 - Forme des actions des valeurs mobilières

Les valeurs mobilières sont nominatives.

Tout propriétaire de titres nominatifs faisant partie d'une émission qui comprend des titres au porteur a la faculté, nonobstant toute convention contraire, de convertir ses titres au porteur en titres nominatifs.

Elles sont inscrites en compte conformément à la réglementation en vigueur et aux usages applicables.

Tout associé peut demander à la Société la délivrance d'une attestation d'inscription en compte.

#### ARTICLE 10 - Droits et obligations attachés aux actions

1. Toute action, donne droit dans les bénéfices et l'actif social, à une part nette proportionnelle à la quotité de capital qu'elle représente.

Pour y parvenir, il est fait masse, le cas échéant, de toutes exonérations fiscales comme de toutes taxations pouvant être prises en charge par la Société et auxquelles les répartitions au profit des actions pourraient donner lieu.

2. Les associés ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

3. Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société. Les copropriétaires indivis doivent se faire représenter auprès de la Société par l'un d'entre eux ou par un mandataire unique désigné en justice en cas de désaccord.

4. Le droit de vote attaché aux actions démembrées appartient au nu-propriétaire pour toutes les décisions collectives, sauf pour celles concernant l'affectation des bénéfices de l'exercice où il est réservé à l'usufruitier.

5. Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, les propriétaires de titres isolés ou en nombre inférieur à celui requis ne pourront exercer ce droit qu'à condition d'avoir fait leur affaire personnelle du groupement et, éventuellement de l'achat ou de la vente du nombre d'actions ou de titres nécessaires.

6. Les actions ayant une valeur nominale inférieure ou égale à un montant fixé par décret en Conseil d'Etat peuvent être regroupées. Ces regroupements sont décidés par les assemblées générales d'actionnaires dans les conditions prévues pour la modification des statuts et selon les dispositions réglementaires.

Ils comportent l'obligation, pour les actionnaires, de procéder aux achats ou aux cessions d'actions nécessaires pour réaliser le regroupement.

Si le ou les actionnaires ayant pris cet engagement et ne le remplissent pas, les opérations de regroupement peuvent être annulées à la demande de tout intéressé. Dans ce cas, les achats et les ventes de rompus peuvent être annulés à la demande des actionnaires qui y ont procédé ou de leurs ayants cause, à l'exception des actionnaires défaillants, sans préjudice de tous dommages-intérêts s'il y a lieu.

La valeur nominale des actions regroupées ne peut être supérieure à un montant fixé par décret en Conseil d'Etat.

Pour faciliter ces opérations, la Société doit, avant la décision de l'assemblée générale, obtenir d'un ou de plusieurs actionnaires l'engagement de servir pendant un délai de deux ans, au prix fixé par l'assemblée, la contrepartie tant à l'achat qu'à la vente des offres portant sur les rompus ou des demandes tendant à compléter le nombre de titres appartenant à chacun des actionnaires intéressés.

A l'expiration du délai fixé par le décret, les actions non présentées en vue de leur regroupement perdent leur droit de vote et leur droit au dividende est suspendu.

Les dividendes dont le paiement a été suspendu sont, en cas de regroupement ultérieur, versés aux propriétaires des actions anciennes dans la mesure où ils n'ont pas été atteints par la prescription.

Lorsque les propriétaires de titres n'ont pas la libre administration de leurs biens, la demande d'échange des anciens titres et les achats ou cessions de rompus nécessaires pour réaliser le regroupement sont assimilés à des actes de simple administration, sauf si les nouveaux titres sont demandés sous la forme au porteur en échange de titres nominatifs.

Les titres nouveaux présentent les mêmes caractéristiques et confèrent de plein droit et sans l'accomplissement d'aucune formalité les mêmes droits réels ou de créance que les titres anciens qu'ils remplacent.

Les droits réels et les nantissements sont reportés de plein droit sur les titres nouveaux attribués en remplacement des titres anciens qui en sont grevés.

### **TITRE III - TRANSMISSION DES ACTIONS - EXCLUSION D'ASSOCIES**

#### **ARTICLE 11 - Dispositions communes applicables aux cessions d'actions**

##### **Définitions**

Dans le cadre des présents statuts, les soussignés sont convenus des définitions ci-après :

a) **Cession** : signifie toute opération à titre onéreux ou gratuit entraînant le transfert de la pleine propriété, de la nue-propriété ou de l'usufruit des valeurs mobilières émises par la Société, à savoir : cession, transmission, échange, apport en société, fusion et opération assimilée, cession judiciaire, constitution de trusts, nantissement, liquidation, transmission universelle de patrimoine.

b) **Action ou Valeur mobilière** : signifie les valeurs mobilières émises par la Société donnant accès de façon immédiate ou différée et de quelque manière que ce soit, à l'attribution d'un droit au capital et/ou d'un droit de vote de la Société, ainsi que les bons et droits de souscription et d'attribution attachés à ces valeurs mobilières.

### Modalités de transmission des actions

La transmission des actions émises par la Société s'opère par un virement de compte à compte sur production d'un ordre de mouvement. Ce mouvement est inscrit sur le registre des mouvements coté et paraphé.

### ARTICLE 12 - Agrément

1. Les actions ne peuvent être cédées à des tiers étrangers à la Société qu'avec l'agrément préalable de la collectivité des associés statuant à la majorité des voix des associés disposant du droit de vote ; les actions du cédant n'étant pas prises en compte pour le calcul de cette majorité.

2. La demande d'agrément doit être notifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au Président de la Société et indiquant le nombre d'actions dont la cession est envisagée, le prix de la cession, les nom, prénoms, adresse, nationalité de l'acquéreur ou s'il s'agit d'une personne morale, son l'identification complète (dénomination, siège social, numéro RCS, montant et répartition du capital, identité de ses dirigeants sociaux). Cette demande d'agrément est transmise par le Président aux associés.

3. Le Président dispose d'un délai de trois (3) mois à compter de la réception de la demande d'agrément pour faire connaître au cédant la décision de la collectivité des associés. Cette notification est effectuée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. A défaut de réponse dans le délai ci-dessus, l'agrément sera réputé acquis.

4. Les décisions d'agrément ou de refus d'agrément ne sont pas motivées.

5. En cas d'agrément, l'associé cédant peut réaliser librement la cession aux conditions notifiées dans sa demande d'agrément. Le transfert des actions doit être réalisé au plus tard dans les quinze (15) jours de la décision d'agrément : à défaut de réalisation du transfert dans ce délai, l'agrément serait frappé de caducité.

6. En cas de refus d'agrément, la Société est tenue dans un délai de un (1) mois à compter de la notification du refus d'agrément, d'acquérir ou de faire acquérir les actions de l'associé cédant par un ou plusieurs tiers agréés selon la procédure ci-dessus prévue.

Si le rachat des actions n'est pas réalisé du fait de la Société dans ce délai d'un mois; l'agrément du ou des cessionnaires est réputé acquis.

En cas d'acquisition des actions par la Société, celle-ci est tenue dans un délai de six (6) mois à compter de l'acquisition de les céder ou de les annuler.

Le prix de rachat des actions par un tiers ou par la Société est déterminé d'un commun accord entre les parties. A défaut d'accord, le prix sera déterminé à dire d'expert, dans les conditions de l'article 1843-4 du Code civil.

Toutes les cessions d'actions effectuées en violation des dispositions ci-dessus sont nulles.

## **TITRE IV - ADMINISTRATION ET DIRECTION DE LA SOCIETE - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET SES DIRIGEANTS - COMMISSAIRES AUX COMPTES**

### ARTICLE 13 - Président

La Société est représentée, dirigée et administrée par un Président, personne physique ou morale, associé ou non, de la Société.

#### Désignation

Le premier Président de la Société est désigné aux termes des présents statuts. Le Président est ensuite désigné par décision collective des associés.

Lorsque le Président est une personne morale, celle-ci doit obligatoirement désigner un représentant permanent personne physique.

### Durée des fonctions

La durée des fonctions du Président est fixée dans la décision de nomination.

La révocation du Président ne peut intervenir que pour un motif grave. Elle est prononcée par décision collective unanime des associés autres que le Président. Toute révocation intervenant sans qu'un motif grave soit établi, ouvrira droit à une indemnisation du Président.

### Rémunération

La rémunération du Président est fixée par décision collective des associés.

### Pouvoirs

Le Président dirige la Société et la représente à l'égard des tiers. A ce titre, il est investi de tous les pouvoirs nécessaires pour agir en toute circonstance au nom de la Société, dans la limite de l'objet social et des pouvoirs expressément dévolus par les dispositions légales et les présents statuts aux décisions collectives des associés.

Le Président n'a pas la qualité pour décider ou autoriser l'émission d'obligations, les présents statuts réservant ce pouvoir à l'assemblée générale.

Le président peut, sous sa responsabilité, consentir toutes délégations de pouvoirs à tout tiers pour un ou plusieurs objets déterminés.

## ARTICLE 14 - Directeur Général

### Désignation- Pouvoirs

Un Directeur Général de la Société peut être désigné sur demande du Président par décision de l'assemblée générale des associés, laquelle fixe également l'étendue de ses pouvoirs.

Lorsque ce Directeur Général est une personne morale, celle-ci doit obligatoirement désigner un représentant permanent personne physique.

Le Directeur Général personne physique peut bénéficier d'un contrat de travail au sein de la Société.

### Rémunération

La rémunération du Directeur Général est fixée dans la décision de nomination, sauf pour la rémunération qui résulte de son contrat de travail.

### Durée des fonctions

La durée des fonctions du Directeur Général de la Société est fixée par la décision le désignant.

### Révocation

Le Directeur Général peut être révoqué, à tout moment et sans qu'il soit besoin d'un juste motif, par décision de l'assemblée générale des associés.

La révocation n'ouvre droit à aucune indemnisation.

## ARTICLE 15 - Conventions entre la Société, ses dirigeants et associés

Toute convention intervenant, directement ou par personne interposée entre la Société et son Président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ou, s'il s'agit d'une société associée, la Société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce doit être portée à la connaissance des Commissaires aux comptes dans le mois de sa conclusion.

Le Président ou l'intéressé doit, dans le mois de la conclusion d'une convention, en aviser le Commissaire aux comptes.

Les Commissaires aux comptes présentent aux associés un rapport sur la conclusion et l'exécution des conventions au cours de l'exercice écoulé. Les associés statuent sur ce rapport lors de la décision collective statuant sur les comptes de cet exercice ; l'associé intéressé est privé du droit de vote.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

Par exception, les conventions portant sur les opérations courantes conclues à des conditions normales ne sont pas soumises à la procédure de contrôle ci-dessus. Elles doivent être cependant communiquées au Commissaire aux comptes, sauf lorsqu'en raison de leur objet ou de leurs implications financières, elles ne sont significatives pour aucune des parties. Tout associé a le droit d'en obtenir communication.

Les interdictions prévues à l'article L.225-43 du Code de commerce s'appliquent au Président et aux dirigeants de la Société.

#### ARTICLE 16 - Commissaires aux comptes

La collectivité des associés désigne, pour la durée, dans les conditions et avec la mission fixée par la loi, notamment en ce qui concerne le contrôle des comptes sociaux, un ou plusieurs Commissaires aux comptes titulaires et un ou plusieurs Commissaires aux comptes suppléants.

Les Commissaires aux comptes doivent être invités à participer à toutes les décisions collectives dans les mêmes conditions que les associés.

#### ARTICLE 17 - Représentation sociale

Les délégués du Comité d'entreprise exercent les droits prévus par l'article L. 432-6 du Code du travail auprès du Président.

Le Comité d'entreprise doit être informé des décisions collectives dans les mêmes conditions que les associés.

Les demandes d'inscription des projets de résolution présentées par le Comité d'entreprise doivent être adressées par un représentant du Comité au Président.

Ces demandes qui sont accompagnées du texte des projets de résolutions peuvent être envoyées par tous moyens écrits. Elles doivent être reçues au siège social trois au moins avant la date fixée pour la décision des associés. Le Président accuse réception de ces demandes dans les deux jours de leur réception.

### **TITRE V - DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIES**

#### ARTICLE 18- - Décisions collectives obligatoires

La collectivité des associés est seule compétente pour prendre les décisions suivantes :

- transformation de la Société ;
- modification du capital social : augmentation (sous réserve des éventuelles délégations qu'elle pourrait consentir, dans les conditions prévues par la loi), amortissement et réduction ;
- émission d'obligations ;
- fusion, scission, apport partiel d'actifs ;
- dissolution ;
- nomination des Commissaires aux comptes ;
- nomination, rémunération, révocation Président et s'il y a lieu du Directeur Général;
- approbation des comptes annuels et affectation des résultats ;
- approbation des conventions conclues entre la Société et ses dirigeants ou associés ;
- modification des statuts, sauf transfert du siège social dans le même département;
- nomination du Liquidateur et décisions relatives aux opérations de liquidation ;
- agrément des cessions d'actions ;
- exclusion d'un associé et suspension de ses droits de vote.

## ARTICLE 19- - Règles de majorité

### Décisions extraordinaires

Sont qualifiées d'extraordinaires, les décisions relatives à la modification du capital social (augmentation, réduction, amortissement), l'émission d'obligations, la fusion, la scission, la dissolution de la société, sa transformation.

L'assemblée générale extraordinaire ne délibère valablement que si les associés présents ou représentés possèdent au moins sur première convocation le tiers des actions ayant droit de vote et sur deuxième convocation, le quart des actions ayant le droit de vote. Les décisions sont prises à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les associés présents ou représentés.

### - Unanimité

Par exception aux dispositions qui précèdent, les décisions collectives limitativement énumérées ci-après doivent être adoptées à l'unanimité des associés disposant du droit de vote :

– celles prévues par les dispositions légales ;(les clauses relatives à l'inaliénabilité temporaire des actions, à l'agrément des cessions d'actions ou à l'exclusion d'un associé ; aux règles particulières en cas de changement de contrôle d'une société associée, ne peuvent être adoptées ou modifiées qu'à l'unanimité des associés).

– les décisions ayant pour effet d'augmenter les engagements des associés, et notamment l'augmentation du capital par majoration du montant nominal des titres de capital autrement que par incorporation de réserves, bénéfiques ou primes d'émission (Art. L 225-130 al. 2 C. Com.) ;

### Décisions ordinaires

Toutes autres décisions sont qualifiées d'ordinaires.

L'assemblée générale ordinaire ne délibère valablement que si les associés présents ou représentés possèdent au moins sur première convocation le quart des actions ayant droit de vote .

Sur deuxième convocation, aucun quorum n'est requis.

Ces décisions sont prises à la majorité des voix dont disposent les associés présents ou représentés.

## ARTICLE 20 - Modalités des décisions collectives

Les décisions collectives sont prises sur convocation ou à l'initiative du Président.

Elles résultent de la réunion d'une assemblée ou d'un procès-verbal signé par tous les associés. Elles peuvent également être prises par tous moyens de télécommunication électronique.

Pendant la période de liquidation de la Société, les décisions collectives sont prises sur convocation ou à l'initiative du Liquidateur.

Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives, personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède. Il doit justifier de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective.

Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent.

Chaque action donne droit à une voix.

## ARTICLE 21 - Assemblées

Les associés se réunissent en assemblée sur convocation du Président au siège social ou en tout autre lieu mentionné dans la convocation.

Selon l'article L. 432-6-1 du Code du travail, le Comité d'entreprise peut demander en justice la désignation d'un mandataire chargé de convoquer l'assemblée générale des associés en cas d'urgence.

La convocation est effectuée par tous moyens de communication écrite huit (8) jours au moins avant la date de la réunion. Elle indique l'ordre du jour.

Toutefois, l'assemblée peut se réunir sans délai si tous les associés y consentent.

L'assemblée est présidée par le Président ou, en son absence par un associé désigné par l'assemblée.

Les associés peuvent se faire représenter aux délibérations de l'assemblée par un autre associé ou par un tiers. Les pouvoirs peuvent être donnés par tous moyens écrits et notamment par télécopie.

Le Président de séance établit un procès-verbal des délibérations devant contenir les mentions prévues à l'article suivant.

#### ARTICLE 22 - Procès-verbaux des décisions collectives

Les décisions collectives prises en assemblée doivent être constatées par écrit dans des procès-verbaux établis sur un registre spécial ou sur des feuilles mobiles numérotées. Les procès-verbaux sont signés par le Président de l'assemblée et par les associés présents.

Les procès-verbaux doivent indiquer la date et le lieu de la réunion, les nom, prénoms et qualité du Président de séance, l'identité des associés présents et représentés, les documents et informations communiqués préalablement aux associés, un résumé des débats, ainsi que le texte des résolutions mises aux voix et pour chaque résolution le sens du vote de chaque associé.

En cas de décision collective résultant du consentement unanime de tous les associés exprimé dans un acte, cet acte doit mentionner les documents et informations communiqués préalablement aux associés. Il est signé par tous les associés et retranscrit sur le registre spécial ou sur les feuilles mobiles numérotées visés ci-dessus.

#### ARTICLE 23 - Information préalable des associés

1. L'ordre du jour, le texte des résolutions, la liste des associés, le rapport du président, le cas échéant, le rapport du commissaire aux comptes, sont tenus à disposition des associés au siège social, huit jours avant chaque consultation.

Huit jours avant l'assemblée appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé, sont également tenus à disposition des associés au siège social l'inventaire des éléments actifs et passifs du patrimoine de l'entreprise, les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe), le rapport du Président, le rapport du Commissaire aux comptes, le cas échéant, les comptes consolidés.

2. Tout associé a droit à toute époque mais sous réserve de ne pas entraver la bonne marche de la Société, d'obtenir communication au siège social et concernant les trois derniers exercices, des inventaires, comptes annuels, le cas échéant, comptes consolidés, rapports du président et du commissaire aux comptes et des décisions prises par les associés au cours des trois derniers exercices.

### **TITRE VI- EXERCICE SOCIAL - COMPTES ANNUELS - AFFECTATION DES RESULTATS**

#### ARTICLE 24 - Exercice social

L'exercice social commence le 1<sup>er</sup> août de chaque année et se termine le 31 juillet de l'année suivante.

Le premier exercice social sera clos le 31 juillet 2007.

## ARTICLE 25 - Etablissement et approbation des comptes annuels

Le Président établit les comptes annuels de l'exercice.

Dans les six mois de la clôture de l'exercice, les associés doivent statuer par décision collective sur les comptes annuels, au vu du rapport de gestion et des rapports du ou des Commissaires aux comptes.

Lorsque des comptes consolidés sont établis, ils sont présentés avec le rapport de gestion du groupe et les rapports des Commissaires aux comptes, lors de cette décision collective.

## ARTICLE 26 - Affectation et répartition des résultats

1. Toute action en l'absence de catégorie d'actions ou toute action d'une même catégorie dans le cas contraire, donne droit à une part nette proportionnelle à la quote-part du capital qu'elle représente, dans les bénéfices et réserves ou dans l'actif social, au cours de l'existence de la Société comme en cas de liquidation. Chaque action supporte les pertes sociales dans les mêmes proportions.

2. Après approbation des comptes et constatation de l'existence d'un bénéfice distribuable, les associés décident sa distribution, en totalité ou en partie, ou son affectation à un ou plusieurs postes de réserves dont ils règlent l'affectation et l'emploi.

3. La décision collective des associés peut décider la mise en distribution de toute somme prélevée sur le report à nouveau bénéficiaire ou sur les réserves disponibles en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels ces prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

La décision collective des associés ou, à défaut, le Président, fixe les modalités de paiement des dividendes.

## **TITRE VII - DISSOLUTION - LIQUIDATION DE LA SOCIETE**

### ARTICLE 27 - Dissolution - Liquidation de la Société

La Société est dissoute dans les cas prévus par la loi ou en cas de dissolution anticipée décidée par décision collective des associés.

La décision collective des associés qui constate ou décide la dissolution nomme un ou plusieurs Liquidateurs.

Le Liquidateur, ou chacun d'eux s'ils sont plusieurs, représente la Société. Il dispose des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif même à l'amiable. Il est habilité à payer les créanciers sociaux et à répartir le solde disponible entre les associés.

Les associés peuvent autoriser le Liquidateur à continuer les affaires sociales en cours et à en engager de nouvelles pour les seuls besoins de la liquidation.

Le produit net de la liquidation, après apurement du passif, est employé au remboursement intégral du capital libéré et non amorti des actions.

Le surplus, s'il en existe, est réparti entre les associés proportionnellement au nombre d'actions de chacun d'eux.

Les pertes, s'il en existe, sont supportées par les associés jusqu'à concurrence du montant de leurs apports.

Si toutes les actions sont réunies en une seule main, la dissolution de la Société entraîne, lorsque l'associé unique est une personne morale, la transmission universelle du patrimoine à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation, conformément aux dispositions de l'article 1844-5 du Code civil.

## TITRE VIII - CONTESTATIONS

### ARTICLE 28- Contestations

Les contestations relatives aux affaires sociales, survenant pendant la durée de la Société ou au cours de sa liquidation entre les associés ou entre un associé et la Société, seront soumises au Tribunal de commerce du lieu du siège social.

## TITRE IX -CONSTITUTION DE LA SOCIETE

### ARTICLE 29 - Nomination des dirigeants

Le premier Président de la Société nommé aux termes des présents statuts sans limitation de durée est :

**Michel ROUGET**, demeurant à SAINT ALBAN (Haute-Garonne) 1 Impasse Messian,

Né le 28 MARS 1952 à PARIS (VII<sup>e</sup>)

De nationalité française

lequel déclare accepter lesdites fonctions et satisfaire à toutes les conditions requises par la loi et les règlements pour leur exercice.

### ARTICLE 30 - Nomination des premiers Commissaires aux comptes

Sont désignés Commissaires aux comptes de la Société pour une durée de six exercices :

– En qualité de Commissaire aux comptes titulaire : Monsieur Gérard BOUSSIÈRE, 5 rue Jean-Pierre Veaute- 81260 BRASSAC, inscrit près la Cour d'Appel de TOULOUSE

– En qualité de Commissaire aux comptes suppléant : Monsieur Philippe DARRE, 6, avenue de Fronton, 31200 TOULOUSE, inscrit près la Cour d'Appel de TOULOUSE

lesquels interviennent aux présentes à l'effet d'accepter lesdites fonctions, chacun d'eux précisant que les dispositions légales instituant des incompatibilités ou des interdictions de fonctions ne peuvent lui être appliquées.